

JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES 2022



Egalité !
Ensemble !

108 propositions pour l'égalité !



POURQUOI S'ENGAGER AUPRÈS D'ÉGALITÉ ENSEMBLE ?



***Egalité Ensemble !* est une association loi 1901 dont l'objet est de : " favoriser la réflexion autour de l'égalité femmes-hommes, la construction d'une société égalitaire, la promotion de l'égale dignité des êtres humains, d'un monde mixte, paritaire et inclusif. "**

Marlène Schiappa

Ministre déléguée à la Citoyenneté
Marraine d'Egalité Ensemble !

***Egalité Ensemble !* est membre des six coalitions Egalité de l'ONU pour la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) 2020-2030.**



« Nous avons vu, lorsque l'adversité a frappé, que les femmes ont été en première ligne, mais n'ont pas reçu la reconnaissance symbolique et matérielle qu'elles méritaient. Nous savons que, sans une action résolue, la crise actuelle pourrait finir par exacerber les inégalités, avec des millions de filles supplémentaires non scolarisées, avec des millions de femmes perdant l'accès au planning familial. De même, des millions de femmes sombrent dans la pauvreté, parfois la famine, car elles sont surreprésentées dans l'économie informelle, qui a été la plus durement touchée par la pandémie et ses répercussions. » Emmanuel Macron, président de la République française, *discours forum Génération Egalité 2021*.

- **Violence basée sur le genre**
- **Justice et droits économiques**
- **Autonomie corporelle et droits en matière de santé reproductive et sexuelle**
- **Action féministe pour la justice climatique**
- **Technologies et innovations pour l'égalité des sexes**
- **Mouvements et leadership féministes**

Rejoindre et soutenir *Egalité Ensemble !* en adhérant :

<https://egaliteensemble.fr/adherer/>



Soutenir *Egalité Ensemble !* en participant à sa structuration territoriale (après adhésion)

<https://docs.google.com/forms/d/1Sk8LQhDfzqkvN0EdHJL0k6Q330g4gLC7CDqEnma-gU/edit>



PROPOSITIONS FONDATRICES NOS 8 MARRAINES ET PARRAINS

Les marraines et parrains de nos 8 propositions



Bérangère Couillard
Députée



**Chrysoula
Zacharopoulou**
Eurodéputée



Gaël Le Bohec
Député



Guillaume Gouffier Cha
Député



Céline Calvez
Députée



Marie-Pierre Rixain
Députée



Agnès Pannier-Runacher
Ministre de l'Industrie



Irène Tolleret
Eurodéputée



Adhérez sur Egalite-ensemble.org



PROGRAMME - 108 PROPOSITIONS POUR LE 8 MARS

A l'occasion de la **Journée internationale des droits des femmes le 8 mars 2021**, l'association **Égalité Ensemble !** a organisé son lancement officiel autour de 8 propositions, premier acte d'une collaboration officielle entre elle, la société civile et des personnalités politiques. Ces personnalités de la majorité présidentielle ou au-delà s'engageront ainsi à parrainer/marrainer une proposition, afin de la soutenir dans son implémentation.

Pour rappel nos 8 propositions fondatrices :

- faire entrer une femme remarquable tous les 8 mars au Panthéon (Gaël Le Bohec) ;
- rendre obligatoire la parité à l'Assemblée nationale et au Sénat ainsi qu'à toutes les élections (Bérangère Couillard) ;
- mettre en place un conseil Egalité F/H au sein de l'Union européenne (Chrysoula Zacharopoulou) ;
- mettre en place l'équité salariale (revalorisation des métiers à dominance féminine) dans le cadre d'un nouveau pacte social (Guillaume Gouffier-Cha) ;
- faire du droit à l'IVG l'un des critères d'adhésion à l'Union européenne (Irène Tolleret) ;
- mettre en place un enseignement obligatoire spécifique sur l'égalité filles-garçons de la maternelle à la fin du lycée ainsi qu'une formation de lutte contre les biais de genre dans tous les cursus universitaires et former aussi les personnels encadrants de l'éducation et de la petite enfance à l'égalité (Céline Calvez) ;
- rendre obligatoire la parité (y compris de temps de parole) parmi les experts/invités au sein des médias (Agnès Pannier-Runacher) ;
- mettre en place un impôt réduit au bénéfice des entreprises respectant la parité dans les comités de direction et les hauts postes d'encadrement ou au contraire alourdir les impôts pour les entreprises ne respectant pas cette condition (Marie-Pierre Rixain).

De nombreuses avancées ont été constatées d'un point de vue législatif à la suite du Grenelle des violences conjugales et d'autres propositions de lois portées y compris à titre transpartisan. Aujourd'hui, il s'agit d'aller plus loin.



Adhérez sur Egalite-ensemble.org

MARATHON DE L'EGALITE



Un an plus tard, à la suite d'un **Marathon de l'Égalité** s'étant tenu le 19 février 2022, ce sont bien 108 propositions qui ont été dévoilées le 8 mars 2022 pour le prochain quinquennat : les 8 propositions fondatrices (en gras dans la liste des propositions) enrichies de 100 propositions supplémentaires dans des domaines variés correspondant à 10 groupes de travail :

- 1. Lutter contre les violences conjugales**
- 2. Gouvernance partagée**
- 3. Santé des femmes et précarité menstruelle**
- 4. Égalité professionnelle et politique sociale**
- 5. Politique familiale**
- 6. Éducation**
- 7. Médias/Réseaux sociaux/Numérique**
- 8. Culture de l'égalité**
- 9. Europe/Monde/Politique étrangère**
- 10. Laïcité/Égalité/Religion/Coutumes**

Ces groupes de travail ont été animés par : Juliette de Causans (présidente d'Egalité Ensemble !), Fatimata Niang (cofondatrice, trésorière), Dei Muteba (membre du CA), Marie-Christine Dyer, Severine Laurent, Sylvie Ros-Rouart (membre du CA), Nathalie de Courcy (membre du CA), Prescillia Amani, Audrey Lebeau-Livé (cofondatrice), Marie Colombe, Cécile Falourd.

Ces propositions ont été remises par la présidente de l'association, Juliette de Causans, à la marraine de l'association, Marlène Schiappa, ministre déléguée à la Citoyenneté et publiées le 8 mars 2022, journée internationale des droits des femmes. Dans les faits, elles sont mises à disposition du public et par voie de conséquence, à tous les candidats à l'élection présidentielle, aux membres du gouvernement, aux députés, responsables associatifs ainsi qu'aux candidats des prochaines élections législatives.



Fatimata Niang
Trésorière d'Egalité Ensemble !



Audrey Lebeau-Livé
Cofondatrice Egalité Ensemble !



Sylvie Ros-Rouart
Membre CA Egalité Ensemble !



Charte Egalité Ensemble - 108 propositions

Il est possible aux candidats à l'élection présidentielle, aux responsables politiques, aux responsables de la vie civile de s'engager à mettre en œuvre les 108 propositions d'**Egalité Ensemble !**

Les signataires de cette charte **Egalité Ensemble !** s'engagent à œuvrer en faveur de l'égalité dans les politiques publiques, au quotidien et ceci quelle que soit leur fonction ou responsabilité.

Ils pourront faire état de cet engagement au sein de leurs documents de campagne et ceci quel que soit leur parti politique du champ républicain.

Une liste de signatures sera tenue à jour sur le site Internet **Egalité Ensemble !**

Liste des signataires :

Liste disponible sur www.egalite-ensemble.org



Céline Calvez, députée, **Juliette de Causans**,
présidente d'*Egalité Ensemble !*
Guillaume Gouffier-Cha, député.



*la Signer
la charte*

Adhérez sur Egalite-ensemble.org



CHARTE 108 PROPOSITIONS

- 1. Lutter contre les violences conjugales**
- 2. Gouvernance partagée**
- 3. Santé des femmes et précarité menstruelle**
- 4. Egalité professionnelle et politique sociale**
- 5. Politique familiale**
- 6. Education**
- 7. Médias/Réseaux sociaux/Numérique**
- 8. Culture de l'égalité**
- 9. Europe/Monde/Politique étrangère**
- 10. Laïcité/Egalité/Religion/Coutumes**



MARATHON ÉGALITÉ - VIOLENCES CONJUGALES

1. Créer des tribunaux/juridictions spécialisés en matière de lutte contre les violences sexuelles et sexistes ainsi que intrafamiliales ;
2. Mieux former les élus locaux et les parties prenantes à la lutte contre les violences conjugales ;
3. Généraliser la prise des plaintes en dehors les murs des commissariats et renforcer autant que possible les moyens financiers et humains en faveur de la lutte contre les violences sexuelles et sexistes ;
4. Prévoir davantage de structures d'enfermement prenant en charge les hommes violents en lieu et place de la prison ou en complément ;
5. Automatiser le recours au bracelet anti-rapprochement ;
6. Supprimer automatiquement l'autorité parentale en cas de condamnation pour violences intra familiales ;
7. Mettre en place un régime de type « protection de témoin » pour les femmes victimes de violence ;
8. Impliquer les entreprises dans la lutte contre les violences conjugales (par ex. déblocage de l'épargne salariale, mutation, information, devoir de signalement...);
9. Ouvrir des hébergements d'urgence ou des solutions d'accueil alternatif en nombre suffisant pour accueillir toutes les victimes de violences intra familiales (obligation de résultat et non uniquement de moyen) ;
10. Renforcer le rôle de l'éducation à l'égalité pour prévenir les violences intrafamiliales, sexuelles et sexistes dès la crèche et en formation tout au long de la vie y compris à l'entrée sur le territoire français pour les demandeurs d'asile ou de titre de séjour ;
11. Renforcer la prise en charge des soins aux victimes de violences intra familiales (y compris, pour celles en situation de handicap) et l'indemnisation du préjudice par l'auteur et la société (fonds de garantie plus efficace) ;
12. Favoriser la lutte contre les violences à l'international (Convention d'Istanbul, G7 Biarritz).

MARATHON ÉGALITÉ - GOUVERNANCE PARTAGÉE

1. **Rendre obligatoire la parité à l'Assemblée nationale et au Sénat ainsi qu'à toutes les élections ;**
2. Renouveler l'égalité femmes-hommes comme Grande Cause du quinquennat 2022-2027 compte tenu du contexte de crise sanitaire ayant perturbé le calendrier de l'égalité ;
3. Etendre les quotas pour favoriser la parité femmes-hommes dans toutes les instances politiques où ils ne sont pas prévus (chefs de groupe, exécutifs locaux notamment) ;
4. Prévoir des solutions de garde sur le lieu de travail et un congé maternité/paternité avec remplacement par le/la suppléant(e) des élus y compris parlementaires ;
5. Mesurer le temps de parole et respecter la parité dans tous les débats au sein des commissions ;
6. Prévoir des binômes paritaires ou une alternance femmes-hommes pour les fonctions les plus visibles ;
7. Adopter des binômes paritaires sur le modèle des départementales pour les Assemblées ou tout système garantissant la parité (multiplication par 5 des amendes) ;
8. Soumettre les cabinets ministériels et élyséens à l'obligation de parité y compris chez les conseillers ;
9. Lutter contre l'invisibilisation des femmes politiques par la mise en place d'une mission de contrôle de parité de représentation et de temps de parole par le CSA ;
10. Faire adopter un code de conduite de lutte contre le sexisme et de promotion de l'égalité par les partis politiques ;
11. Mettre en place un statut de l'élu (en termes d'horaires, de protection contre l'outrage sexiste) s'inspirant du modèle « salarié » pour favoriser l'engagement des femmes en politique ;
12. Rendre inéligibles les auteurs condamnés pour violences conjugales, sexistes et sexuelles.

MARATHON ÉGALITÉ - SANTÉ DES FEMMES ET PRÉCARITÉ MENSTRUUELLE

1. Constitutionnaliser/sanctuariser le droit à l'IVG et supprimer la double clause de conscience le concernant ;
2. Revaloriser le métier des sages femmes (Bac + 5) par la rémunération et l'étendue des actes pratiqués (y compris l'IVG instrumentale) ;
3. Mettre en place un plan de lutte pour la santé mentale des femmes et des filles (suicide, troubles alimentaires) y compris par la réglementation des publicités ;
4. Mettre en place un coupon hygiène intime pour la prise en charge des protections périodiques pour les femmes en situation de précarité et rendre obligatoire la mise à disposition de distributeurs de serviettes hygiéniques dans toutes les toilettes pour femmes au sein des grandes entreprises, des établissements publics et des structures collectives ;
5. Favoriser l'accès à la complémentaire santé des femmes et la gratuité de deux visites par an chez le gynécologue ;
6. Reconnaître l'endométriose comme affection de longue durée, supprimer le jour de carence concernant tous les effets liés aux règles douloureuses, rembourser plus d'essais par la sécurité sociale pour les PMA ;
7. Obliger les tests médicaux à être genrés ainsi que les descriptifs des symptômes des maladies dans le cadre des études et des campagnes d'information ;
8. Investir dans la santé des femmes, par exemple, par la mise en place d'une égalité conditionnelle des fonds alloués à la recherche pour cibler les affections féminines (gynécologie en particulier), mise en place de rendez-vous féminité réguliers à des âges donnés (15 ans, 42 ans) par exemple « premières règles », « ménopause » pris en charge par la sécurité sociale etc. ... ;
9. Lutter contre les violences obstétricales et gynécologiques en informant les femmes de leur libre choix de leurs modalités d'accouchement (y compris la césarienne) et en prenant en charge la douleur tout au long du processus (y compris épisiotomie sous anesthésie) ;
10. Mettre en place un plan de prévention national des dépressions post-partum ;
11. Obliger à l'utilisation des mots « femme », « fille » dans les domaines où elles représentent plus de 90% des situations dans le domaine de la santé (sans interdire pour autant l'ajout d'une indication supplémentaire de type "personne" ou autre). .

MARATHON ÉGALITÉ - ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE ET ÉGALITÉ SOCIALE

- 1. Mettre en place l'équité salariale (revalorisation des métiers à dominance féminine) dans le cadre d'un nouveau pacte social ;**
- 2. Mettre en place un impôt réduit au bénéfice des entreprises respectant la parité dans les comités de direction et les hauts postes d'encadrement ou au contraire alourdir les impôts pour les entreprises ne respectant pas cette condition ;**
3. Favoriser l'égalité salariale entre les femmes et les hommes par la mise en place d'un plan de réduction des écarts des rémunérations ;
4. Etendre et renforcer l'index de l'égalité (mise en place d'amendes notamment) à l'ensemble des entreprises y compris publiques ;
5. Etendre l'application des quotas sur la direction des entreprises au secteur public ;
6. Mettre en place l'ega-conditionnalité pour l'accès à tout financement, crédit d'impôt, marché public y compris en dehors du plan de relance ;
7. Favoriser la prise en compte par les entreprises de la situation familiale des salariés, en particulier celle de monoparentalité (solution de garde sur le lieu de travail et autres dispositifs, instaurer un droit au télétravail ponctuel ou pérenne pour des motifs familiaux) ;
8. Former les femmes aux métiers d'avenir, notamment dans le secteur du numérique et de la transition écologique (y compris en reconversion ou en congé parental) ;
9. Mettre fin au critère d'âge dans la détection des talents, favoriser l'emploi des femmes seniors (allègement des charges sociales) et revoir les modalités de calcul des droits à la retraite des femmes ;
10. Former à la lutte aux biais de genre et contre le harcèlement sexuel et sexiste au sein des entreprises tous les salariés et managers ainsi que les entrepreneurs ;
11. Mettre en place deux référents Egalité au sein de toutes les entreprises d'une certaine taille ;
12. Mettre en place une inspection Egalité sur le même modèle que l'inspection fiscale en rattachant ce service à un ministère de l'Egalité de plein exercice ;
13. Prendre en compte dans le PIB le travail domestique et invisible des femmes ;
14. Valoriser le bénévolat et le travail gratuit des femmes dans leur parcours professionnel et la valorisation de leur retraite ;
15. Instaurer une obligation de parité au sein des syndicats et des instances de négociation collective concernant l'égalité professionnelle.



MARATHON ÉGALITÉ - POLITIQUE FAMILIALE

1. Donner accès aux logements en priorité aux métiers fortement féminisés de la première et deuxième ligne ;
2. Verser les allocations familiales dès le premier enfant ;
3. Conserver la majoration isolement tant que l'isolement du parent existe ;
4. Mettre en place un bonus famille monoparentale sur le même modèle que le bonus handicap et mixité pour l'accueil en crèche ;
5. Défiscaliser la pension alimentaire perçue et ne pas la prendre en compte dans le revenu de référence concernant le calcul des droits sociaux ;
6. Créer un guichet unique violence conjugale et intrafamiliale pour les victimes afin qu'elles aient accès à leurs droits ;
7. Instaurer un droit opposable à la crèche avec un grand plan crèche (construction ou réaffectation de bâtiments pour plus de crèches). Ouvrir le droit à l'accès au logement CROUS aux jeunes étudiantes mères de famille et prévoir des crèches au sein des campus ;
8. Etendre le crédit d'impôt garde d'enfant jusqu'à l'âge de 12 ans ;
9. Proposer le télétravail aux femmes enceintes dès trois mois de grossesse ;
10. Créer davantage de maisons intergénérationnelles crèche/centre de loisir/maisons de retraite ;
11. Continuer à alimenter le compte professionnel de formation même durant les congés parentaux ou en disponibilité pour motif familial ;
12. Rendre obligatoire l'indication par la mère du père sur le certificat de naissance et rendre imprescriptible (sur le modèle allemand) le droit à la recherche en paternité des enfants nés de père inconnu hors cas PMA avec don ;
13. Rendre obligatoire le congé paternité et l'allonger pour une durée similaire au congé maternité post accouchement ;
14. Créer une infraction contre les actes de malveillance dirigés contre l'allaitement en public des femmes. Généraliser le droit à l'allaitement d'une heure au travail actuellement prévu par convention collective.

MARATHON ÉGALITÉ - ÉDUCATION

- 1. Mettre en place un enseignement obligatoire spécifique sur l'égalité filles-garçons de la maternelle à la fin du lycée ainsi qu'une formation de lutte contre les biais de genre dans tous les cursus universitaires et former aussi les personnels encadrants de l'éducation et de la petite enfance à l'égalité ;**
2. Créer un Label égalité pour les manuels scolaires et le matériel pédagogique avec des incitants financiers associés. Mettre en place une sensibilisation à l'égalité par le sport à travers des jeux sportifs mixtes labellisés Egalité ;
3. Favoriser la mixité des métiers grâce aux rôles modèles dans les forums des métiers et les parcours pédagogiques, en particulier, dans les métiers de l'industrie et du numérique ;
4. Instaurer des quotas mixité au sein des filières fortement genrées ;
5. Développer la prévention contre le harcèlement et les violences sexuelles et sexistes dans les établissements ;
6. Elargir l'accès aux protections hygiéniques gratuites dans les toilettes des filles dès le collège et dans toutes les formations ultérieures et lever le tabou sur les menstruations dès l'école ;
7. Permettre aux filles enceintes de poursuivre leurs études par des mesures de soutien adaptées sur la durée ;
8. Enseigner l'algorithme et le codage dès l'école primaire et intégrer l'enseignement du numérique dans le tronc commun jusqu'en terminale ;
9. Favoriser l'investissement en ruralité de structures éducatives regroupées pour permettre un meilleur accueil périscolaire d'activités mixtes, des e-campus et de moyens de transport associés ;
10. Revaloriser les métiers de l'éducation fortement féminisés en alignant les rémunérations des professeurs certifiés sur ceux des professeurs agrégés. Dispenser de stage probatoire et intégrer directement dans le corps des agrégés les professeurs certifiés ayant réussi l'agrégation dans leur discipline d'enseignement.



MARATHON ÉGALITÉ - MÉDIAS/RÉSEAUX SOCIAUX/NUMÉRIQUE

1. **Rendre obligatoire la parité (y compris de temps de parole) parmi les experts/invités au sein des médias ;**
2. Mettre en place des outils de mesures affinés pour mesurer l'exposition des femmes dans les médias et un suivi évolutif à publier par média et pour chaque émission ;
3. Mettre en place une ega-conditionnalité des aides publiques et des crédits d'impôt au respect de la parité (quota) dans les temps de parole, dans la création et dans la représentation médiatique ;
4. Encourager la structuration et les inscriptions dans un annuaire public des femmes expertes ;
5. Mise en place de quotas de représentation médiatique dans le domaine des sports et de l'économie ;
6. Lutter contre le sexisme en ligne par la mise en place de pop-up d'avertissement et autres techniques du lutte contre le cyber-harcèlement ;
7. Donner en mission à l'autorité numérique Arcom la vérification de l'absence de biais de genre ou de sexisme dans les logiciels, les IA en particulier concernant les sites de recrutement ;
8. Renforcer les sanctions et les dispositifs contre le revenge porn et le harcèlement sexiste en ligne.



MARATHON ÉGALITÉ - CULTURE DE L'EGALITÉ

1. **Faire entrer une femme remarquable tous les 8 mars au Panthéon ;**
2. Favoriser la représentation mixte du monde par les jouets et l'éducation ;
3. Favoriser l'emploi des termes « être humain », « droits humains » en lieu et place des termes « droits de l'homme » et du mot « homme » ;
4. Lutter contre la représentation genrée des activités et des savoirs ;
5. Réserver à 50% les aides publiques dans la culture aux femmes et favoriser une fiscalité en faveur des femmes artistes ;
6. Créer un label culturel Egalité et donner des missions claires aux ministres et aux directeurs d'établissement culturel concernant la parité ;
7. Visibiliser le matrimoine en favorisant la parité dans le nom des rues, des lycées.
8. Financer des productions culturelles dénonçant la culture du viol et favorisant la représentation des femmes de toutes les générations ;
9. Renforcer l'obligation de parité, notamment dans la production, la réalisation, la programmation/diffusion des œuvres ;
10. Instaurer une République symbolique inclusive pour lutter contre le grand effacement : rattrapage des honneurs (médailles, prix Nobel, etc. ...), obliger au respect de la parité à l'Académie française et pour tous les membres de jury de prix littéraires ou artistiques recevant des fonds publics ;

MARATHON ÉGALITÉ - EUROPE/MONDE/POLITIQUE ÉTRANGÈRE

1. **Mettre en place un conseil Egalité F/H au sein de l'Union européenne ;**
2. **Faire du droit à l'IVG l'un des critères d'adhésion à l'Union européenne ;**
3. Sanctuariser la convention d'Istanbul au sein de l'Union européenne par tout moyen juridique et en faire une condition d'adhésion à l'Union européenne ;
4. Favoriser la parité dans les instances européennes et internationales par l'existence de quota et introduire une obligation de représentation des femmes dans les traités de négociation commerciale et de paix ;
5. Favoriser la diplomatie féministe et instaurer un système de sanctions internationales a minima pour garantir les femmes contre les crimes dits « d'honneur », le mariage des mineurs, le mariage forcé et les mutilations génitales ;
6. Mettre en place une politique européenne dite de « transition démographique » pour financer à l'échelle européenne des structures d'accueil des enfants en bas âges (plan crèche) et des maisons intergénérationnelles (accueil des personnes âgées) ;
7. Mettre en place un protocole diplomatique clair pour éviter de nouveaux « sofagates » contre les femmes engagées dans la diplomatie et instaurer des sanctions contre ceux qui ne le font pas respecter ;
8. Mettre en place un livret d'accueil européen Egalité pour les entreprises accueillant des travailleurs détachés concernant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes y compris en matière économique.



MARATHON ÉGALITÉ - ÉGALITÉ/RELIGION/COUTUMES

1. Entamer une réflexion transversale sur l'articulation égalité femmes-hommes et laïcité, religion, coutume ainsi que les modalités d'une diplomatie féministe auprès des religions dans le domaine ;
2. Affirmer par l'Etat la supériorité du principe de l'égalité femmes-hommes sur tous les dogmes et coutumes sur le sol français et à l'international ;
3. Soumettre à l'ega-conditionnalité tout financement public direct ou indirect aux cultes (y compris Concordat) à la non discrimination à l'accès à l'emploi cultuel ;
4. Veiller au respect de l'égalité des espaces pour toute location, bail des lieux de culte en termes d'accès (salles de prières, formats des salles, horaires d'usages des salles) ;
5. Conditionner les mesures fiscales entourant les cultes au respect de la parité des instances représentatives de négociation (conseil de culte et autres instances) ;
6. Interdire de prêche toutes les personnes érigeant l'inégalité femmes-hommes en programme religieux ;
7. Former les parents à l'égalité femmes-hommes par le biais des PMI et dans le cadre de l'accueil des enfants à l'école ou par tout autre moyen pour lutter contre le sexisme, les mariages forcés, les mutilations génitales et autres coutumes contraires à l'égale dignité des êtres humains et leur faire prendre connaissance d'une charte laïcité adaptée lorsqu'ils souhaitent se porter volontaires en tant qu'accompagnants scolaires.
8. Pénaliser davantage les médecins pratiquant l'édition de certificats de virginité.



ORGANISATION TERRITORIALE D'ÉGALITÉ ENSEMBLE

Égalité Ensemble ! initiée par **Juliette de Causans** et confondée avec **Laurence Biava, Guillaume Gouffier-Cha, Audrey Lebeau-Livé, Fatimata Niang, Djamilia Schafter, Olga Trostiansky, Chrysoula Zacharopoulou**, est née d'un groupe de réflexion agissant depuis le début du quinquennat, tout d'abord informel sous les termes « **Team Egalité** » puis formalisé en « **Task Force Femmes** » sous l'impulsion de **Marlène Schiappa**, alors secrétaire d'Etat à l'Égalité femmes-hommes. Cette Task Force Femmes fut le moteur de propositions dans le cadre des réflexions *Reconstruire Ensemble* où plusieurs rapports furent remis.

Marlène Schiappa, ministre déléguée à la Citoyenneté, est la marraine de l'association **Égalité Ensemble !** L'éco-système d'**Égalité Ensemble !**, ce sont aussi de nombreuses femmes et hommes partageant la conviction qu'il y a lieu de collaborer ensemble au-delà des divergences politiques pour plus d'égalité. Plusieurs personnalités politiques se sont engagées avec **Égalité Ensemble !** en participant à nos réflexions durant les travaux de la **Task Force Femmes**, en soutenant l'une de nos propositions ou en signant l'une de nos tribunes. Il s'agit notamment de **Chrysoula Zacharopoulou**, eurodéputée, **Guillaume Gouffier-Cha**, député, **Irène Tolleret**, eurodéputée, **Marie-Pierre Rixain**, députée, **Céline Calvez**, députée, **Agnès Pannier-Runacher**, ministre, **Bérangère Couillard**, députée, **Roland Lescure**, député, **Danièle Hérin**, députée, **Cédric O**, secrétaire d'Etat, **Gaël Le Bohec**, député, **Olivia Grégoire**, secrétaire d'Etat, **Michèle de Vaucouleurs**, députée, **Françoise Dumas**, députée, **Valérie Hayer**, eurodéputée, **Christine Hennion**, députée, **Sandrine Josso**, députée, **Isabelle Rauch**, députée.

Égalité Ensemble ! propose des politiques publiques ambitieuses et concrètes en matière d'égalité, des éléments programmatiques pour les élections à venir, qu'il s'agisse des élections régionales et des départementales, de la présidentielle ou des européennes. Dans le cadre de son lancement officiel le 8 mars 2021 avec l'ouverture aux adhésions, 8 propositions pour le 8 mars ont ainsi trouvé parrains et marraines politiques afin de favoriser leur réalisation. Un mois après ce lancement qui fut un succès, les travaux d'Égalité Ensemble ! continuent en faveur d'un monde égalitaire, mixte, paritaire et inclusif.

L'objectif d'une **organisation territoriale d'Égalité Ensemble !** est de continuer ce développement et de permettre l'émergence d'actions en faveur de l'égalité réelle entre les femmes et les hommes à l'échelle des territoires, de proposer des mesures programmatiques à l'échelle régionale, départementale et locale, mais aussi d'animer au plus près des citoyennes et des citoyens la conscience égalitariste qui fonde notre pacte républicain et humaniste.

Les personnes volontaires pour cette mission sur les territoires doivent donc avoir conscience de l'implication morale et politique qu'un tel engagement suppose, de la nécessité de constituer une équipe locale et de maintenir la ligne idéologique humaniste, universaliste et républicaine d'**Égalité Ensemble !**

Soutenir **Égalité Ensemble !** en participant à sa structuration territoriale (après adhésion)



POUR UNE EGALITE ENSEMBLE !



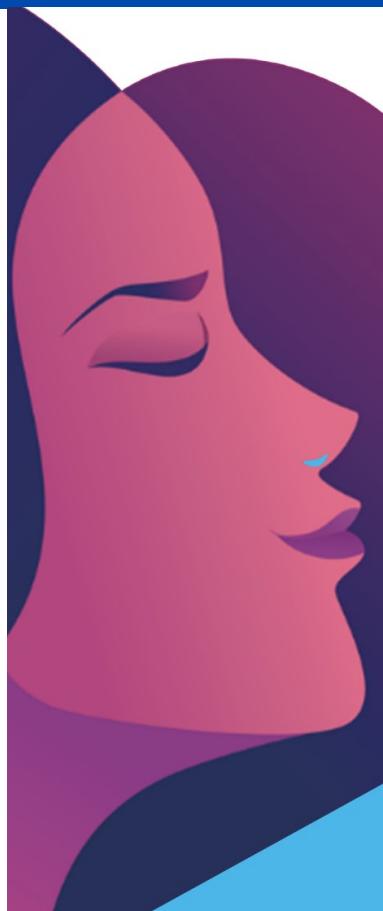
Discours d'Olivia
Grégoire, secrétaire
d'Etat à l'ESSR

"J'ai lu avec beaucoup d'intérêt vos différentes propositions et, s'il y en a bien une que je souhaite particulièrement soutenir, c'est celle qui vise à mettre en place l'équité salariale dans le cadre du nouveau pacte social avec la revalorisation des métiers à dominance féminine." (Discours de lancement d'Olivia Grégoire, secrétaire d'Etat à l'ESSR, 8 mars 2021)

*la Signer
la charte*



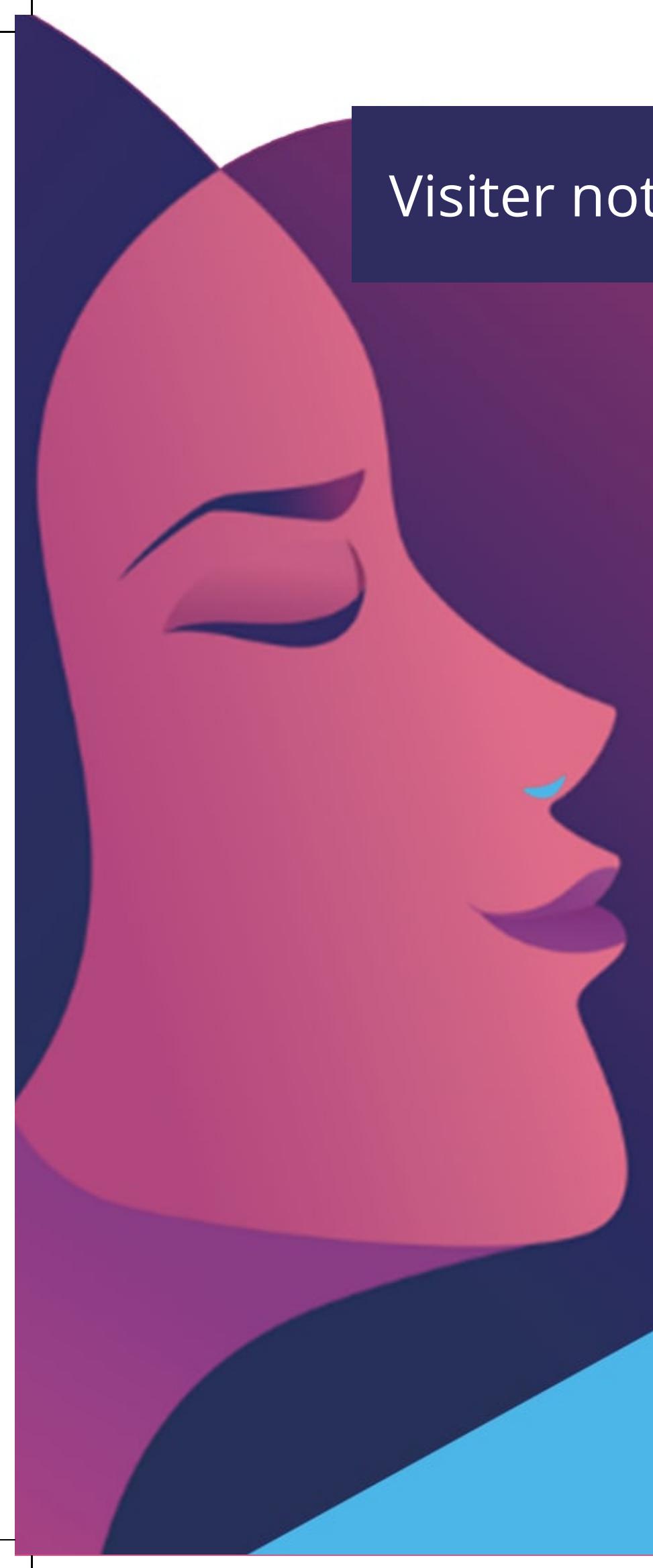
RETRouver nos livrets de reflexion EGALITE ENSEMBLE !



Visionner nos webinars



Tous nos livrets



Visiter notre site Internet

Découvrir nos équipes

Découvrir nos travaux

Agir pour l'égalité



www.egalite-ensemble.org